## RACHID GRIM, POLITOLOGUE

# «La porte de la

***Dans cet entretien, nous avons tenté d'aller au fond des questions d'actualité qui interpellent la société dans toutes ses composantes ainsi que le pouvoir politique. Connu pour ses nombreuses contributions, Rachid Grim, politologue, directeur à l'Institut de recherche à l'Université de Tizi Ouzou, a bien voulu se prêter à une série de questions portant sur les préoccupations citoyennes du jour — les luttes sociales pour tout dire — leur impact sur le pouvoir exprimé à travers ses réponses aux revendications des différents corps sociaux : augmentations des salaires, soutien aux prix de produits de large consommation et autres subventions. Celles-ci ne visent, nous dit-il, qu'à gagner du temps pour le système en achetant la paix sociale. Pendant ce temps, se précisent les luttes ouvertes de succession à travers une réforme annoncée de la Constitution dans le dessein de perpétuer le système voulu par un président «à la santé défaillante mais très lucide». Au sommet du sérail politique, les partis de l'Alliance affûtent leurs armes. Que dire du MSP qui se redécouvre une vocation d'opposant au système ? Quant à l'opposition, «divisée, traversée par l'adversité», elle n'est pas encore prête à constituer l'alternative, selon le politologue, alors que la «société civile commence à relever la tête et à mettre au placard toutes les organisations du passé…»***

**Réalisé par Brahim Taouchichet**

***Le Soir d'Algérie :*** **C'est un contexte bien particulier dans lequel est aujourd'hui le régime : séisme politique dans les pays arabes et, au plan interne, une agitation sociale permanente. Quel regard portez-vous sur cette réalité ?**

**Rachid Grim** : Quel que soit le qualificatif que ceux qui nous gouvernent appliquent aux évènements qui se déroulent dans le pays depuis le mois de janvier dernier, nous sommes bel et bien entrés dans une période d'incertitudes. L'Algérie, même si nos gouvernants, comme pour conjurer le sort, disent le contraire, est bel est bien partie prenante de ce que vous appelez le séisme politique arabe et ce que d'autres qualifient de printemps arabe. Nos gouvernants refusent systématiquement de parler de revendications politiques de la part des jeunes et des moins jeunes qui ont investi la rue. Pour eux, il ne s'agit que de revendications à caractère social. Il y a bien entendu du vrai : la revendication sociale existe bel et bien : logements, emploi, pouvoir d'achat, école, université, mal-vie, hogra, et bien d'autres choses. Mais elle n'est pas la seule : la revendication politique est présente partout ; elle est essentielle et permanente, même si elle ne s'exprime pas directement en tant que telle. Nous la retrouvons dans les revendications des étudiants – qui finalement ne font rien d'autre que de remettre en cause tout le système scolaire et universitaire qui a mené le pays directement dans le mur. Quoi de plus politique ? Si on étudie de très près les revendications des différents corps professionnels, on y trouvera en filigrane la remise en cause de tout le système, qui a mené le pays dans la situation catastrophique dans laquelle elle se trouve aujourd'hui. Et cela nos gouvernants commencent à le comprendre et à craindre ses conséquences sur la pérennisation du système. Le pouvoir sait qu'il devra lâcher du lest pour se maintenir. Il espère comme cela gagner du temps et jouer sur les divisions de l'opposition démocratique (partis, syndicats et associations de la société civile) pour reprendre la main. Gagner du temps, c'est le leitmotiv du pouvoir. Céder sur des broutilles, pour gagner le temps nécessaire à se refaire une virginité, telle est sa démarche. Mais même quand il fait semblant de lâcher du lest, le pouvoir s'y prend de telle manière qu'il ne peut pas être crédible. L'exemple effarant est donné par le Président lui-même qui, dans son discours à la nation, avait promis plus de démocratie et plus de pouvoirs, à la représentation populaire ; et quelques jours plus tard, il fait voter contre l'avis de tous les partis présents à l'APN – moins bien entendu le FLN et le RND — un code communal à l'exact opposé de ses promesses.

**Ne vivons-nous pas un grand paradoxe, à savoir d'un côté une coalition gouvernementale qui explose avec le vote du code communal par une assemblée discréditée, une opposition**

Photo : DR

**démocratique réprimée et qui n'arrive pas à mobiliser et le peuple qui se préoccupe plus de son quotidien. Votre analyse sur une telle réalité...**

La coalition gouvernementale – FLN/RND/MSP — n'a jamais été rien d'autre qu'un rassemblement fait de bric et de broc, créée dans le seul but de servir le maître du jeu : le Président. Tant que son état de santé lui permettait de rester le maître, les trois partis étaient aux ordres. La situation présente est quelque peu différente : tout le monde sait maintenant que la porte de la succession est ouverte. Et que cette succession ne pourra plus se faire, comme elle avait été imaginée par le pouvoir — y compris par les trois partis de la coalition. Il ne peut plus y avoir – grâce en soit rendue aux révolutions tunisienne et égyptienne — de succession familiale. Chacun essaie donc de se placer pour, le moment venu, participer à la course et essayer de la gagner. C'est évident pour le parti islamiste, avec Aboudjerra Soltani qui devient un «opposant» pour se refaire une virginité et prétendre faire partie de ceux qui pourront participer à la course finale pour le pouvoir. C'est tout aussi évident pour les deux autres partis, dont les chefs se marquent à la culotte : chacun prétendant être le plus légitime, pour succéder au zaïm. Dans un pays «normal», l'opposition démocratique devrait tirer un énorme avantage de cette situation et se préparer à la prise du pouvoir. Mais pour cela elle devra être crédible. Ce qui n'est absolument pas le cas. Non seulement elle est réprimée par le pouvoir qui l'empêche de marcher et de s'exprimer, mais surtout elle est tellement désunie que personne ne peut croire qu'elle pourra être une alternative au pouvoir. Et non seulement elle est désunie, mais les partis qui la constituent développent entre eux une adversité plus grande que celle qu'ils développent vis-à-vis du pouvoir. Et c'est bien ainsi que l'opinion publique perçoit la situation. Les islamistes par ailleurs ne sont pas en meilleure posture. Le MSP, devenu par son entrisme, un parti de gouvernement, est perçu de la même façon que ses partenaires de la coalition. Même si l'on doit se méfier de la puissance de ses satellites de la société civile (femmes, étudiants, associations caritatives, etc.) qui ont fait un énorme travail de pénétration en profondeur de la société, le parti ne semble pas encore prêt à prendre le pouvoir et gérer – seul – le pays. Pour l'instant, il constitue un appoint pour les deux partis de la famille révolutionnaire, et il s'en contente. Il est en train de faire l'expérience du pouvoir et de se préparer aux futures échéances. Ce qu'Aboudjerra Soltani avait posé comme objectif politique suprême de son parti – être majoritaire à l'APN en 2012 – n'est pas encore près de se réaliser. Le jeu actuel du parti, qui fait de l'opposition, tout en restant au gouvernement, n'a pas d'autre signification que de montrer qu'il existe en dehors de la coalition et qu'il en est indépendant. Une manière de se rappeler à son électorat pour les prochaines échéances. Et le peuple dans tout ça, il continue de manger son pain noir et de rêver à des lendemains meilleurs (pour beaucoup, en dehors du pays). Pour lui, il s'agit avant tout de survie. L'Algérien est connu pour sa patience légendaire. Jusqu'au moment où la goutte déborde… Et la goutte est en train de déborder. Ce ne sont pas les milliards de dinars que le président et son gouvernement sont en train d'injecter dans les salaires, le soutien des prix, les projets de logements et autres, qui vont régler leurs problèmes de mal-vie, de hogra, d'emplois, de scolarité, de santé, etc. D'ailleurs, cette énorme masse monétaire qui est injectée pour tenter de juguler la revendication sociale risque de se transformer très rapidement en une inflation à deux chiffres. Avec ses conséquences catastrophiques sur le pouvoir d'achat déjà à ras terre de l'immense majorité de la population.

**En dépit des dénégations, les insurrections dans le monde arabe rejaillissent sur le pouvoir, obligé de faire des concessions pour acheter la paix sociale. C'est «l'union sacrée» face aux périls. Mais le président Bouteflika lors de son discours du 15 avril à Tlemcen est apparu à bout de souffle mais pas à bout d'arguments...**

Le président n'est pas seulement à bout de souffle. Il est aussi à bout d'arguments. Ses seuls arguments sont ceux de la manne financière dont il dispose (et qu'il ne doit qu'à l'augmentation du prix du pétrole, depuis son élection en 1999 !). Acheter la paix sociale, il le peut effectivement. Mais pas pour très longtemps. L'argent n'est pas inépuisable et les conséquences des décisions prises, et appliquées, d'injecter de telles masses dans le soutien des prix de produits de large consommation, l'augmentation des salaires des fonctionnaires, etc. seront très vite désastreuses. Tous ses projets économiques – du moins jusqu'à présent – ne sont pas des projets de développement et de création de richesses. Il était nécessaire d'investir dans les équipements publics de base. Mais ceux-ci coûtent de l'argent et ils n'en rapportent pas. Et ils n'entrainent pas un vrai développement économique. Jusqu'à maintenant, l'investissement créateur de richesses est absent des réalisations du président. Tout ce qu'il pourra faire à partir de maintenant – en admettant qu'il donne un autre cap à sa politique économique – n'aura pas de résultat immédiat, qui pourra faire patienter une population qui plonge de plus en plus dans la pauvreté. Il ne mettra pas fin aux émeutes de la misère, qui ne feront que s'accentuer. D'ailleurs, la politique des pouvoirs publics qui consiste à répondre par la positive à toutes les revendications violentes de la rue a pour conséquence de démultiplier celles-ci. Il ne me semble pas que le président ait devant lui assez de temps pour renverser la vapeur et tenir toutes ses promesses de lendemains meilleurs pour le peuple algérien. D'ailleurs, même s'il le voulait, il ne le pourrait pas dans les conditions actuelles. Il ne dispose pas du personnel politique et des managers capables de concevoir et mettre en œuvre une politique économique nouvelle et porteuse d'avenir. Le gouvernement Ouyahia, comme les précédents d'ailleurs, a montré ses limites. La grande majorité du personnel politique et de gestion de l'économie n'a pas d'autre compétence que celle de savoir bien plier l'échine. Des courtisans qui n'ont d'autres objectifs que celui de durer et de profiter de la rente. Ce n'est pas de lui que pourra venir la solution à la situation gravissime que connaît le pays depuis des décennies.

**Au vu de son état de santé, les supputations reprennent de plus belle quant à sa succession. L'après-Bouteflika est-il d'ores et déjà lancé, selon vous ?**

Oui ! L'après-Bouteflika est déjà lancé. La seule question qui se pose est celle de savoir si c'est lui qui préparera et mettra en application la procédure pour sa succession, ou si celle-ci viendra d'ailleurs. Il me semble que, malgré sa santé physique visiblement défaillante, le Président a gardé intactes ses facultés mentales. Il sait pertinemment qu'il n'ira pas vers un quatrième mandat. Il sait qu'il doit tout faire pour pérenniser le système qu'il a mis en place ; ne serait-ce que pour protéger ses proches des revanchards de tous bords. Il a annoncé dans son discours à la nation sa décision de réformer la Constitution. Je pense que cette annonce est le prélude à la préparation constitutionnelle de sa succession ; bien entendu, une succession en faveur du maintien du système en place. On sait que la Constitution actuelle organise la succession (en cas de décès ou d'incapacité totale) en faveur du président du Conseil de la nation, qui sera chargé d'organiser —sans pouvoir lui-même s'y présenter — les élections présidentielles. C'est une procédure qui n'arrange pas le président : compte tenu de la scène politique actuelle et des dérapages que l'on voit déjà poindre, une telle succession sera très difficile, pour ne pas dire à problèmes. Il n'y aura ni consensus ni même une majorité nette pour départager les différents partis (y compris ceux de la coalition qui deviendront des adversaires irréconciliables). L'armée sera même peut-être obligée d'intervenir directement, pour éviter le pire ou même pour imposer un candidat. Tout milite donc pour que le président, très rapidement, impose une nouvelle Constitution qui organise au mieux sa succession, pendant qu'il est encore au pouvoir. Il s'agit d'une véritable course contre la montre ; et contre tous ceux qui – et ils sont nombreux, au sein même du pouvoir — essayeront de freiner des quatre fers.